

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Étienne

St Étienne, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PREBET ET FILS

14 rue Pierre Copel
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243-DSSP-026-056
Code AIOT : 0006103435

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement PREBET ET FILS implanté 14 rue Pierre Copel 42000 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PREBET ET FILS
- 14 rue Pierre Copel 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006103435
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement PREBET ET FILS effectue une activité de traitement de surface de métaux par immersion, à destination notamment du secteur aéronautique. Il est soumis au régime général de l'autorisation de par la rubrique ICPE n° 3260 (traitement de surface).

Pour cette activité de traitement de surface, l'arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est applicable.

Par ailleurs, le site est également concerné par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 (relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la

protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation) dit « arrêté PFAS ».

Thèmes de l'inspection : Air, Bruits et vibrations, Eaux souterraines, Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.2.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance des milieux	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.2.5 et 10.3.1.6	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Sites et sols pollués	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.3.1.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	- IEM 3 mois - Plan de gestion 6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.2.4.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 18 février 2026 acte la régularisation du contrôle des nuisances sonores. Sur le volet des rejets atmosphériques, une mise en conformité technique des cheminées est exigée pour permettre des contrôles accrédités, ainsi qu'un plan d'actions correctives suite aux dépassements d'acide fluorhydrique (HF) sur le laveur 2. Chaque campagne devra désormais faire l'objet d'une note d'interprétation des résultats par rapport aux limites réglementaires.

Concernant la pollution des eaux et des sols, la surveillance trimestrielle est maintenue en raison des teneurs critiques en chrome et cyanures. L'exploitant a transmis les résultats de la 3ème campagne de mesures. Il doit engager une recherche de source via des sondages sous la dalle et un contrôle d'intégrité des rétentions. Enfin, l'Interprétation de l'État des Milieux (IEM) doit être intégralement mise à jour pour intégrer les gaz du sol et l'air intérieur (études à mener le plus rapidement possible) ; à défaut de démontrer la compatibilité des milieux avec les usages en aval, un plan de gestion pour la réhabilitation du site sera requis.

L'inspection rappelle à l'exploitant de cette ICPE l'obligation de maintenir une surveillance environnementale proactive : La stratégie de gouvernance environnementale paraît défailante sur diverses thématiques. Il est impératif de passer d'une gestion réactive à une maîtrise anticipée des impacts. Que ce soit par le biais d'un référent interne, d'un bureau d'études spécialisé, d'experts ou d'outils de suivi dédiés, l'assignation de moyens concrets à la conformité ICPE est une nécessité pour garantir la pérennité de l'exploitation au regard des enjeux sanitaires et environnementaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites - Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : ARTICLE 10.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES Article 10.2.4.1. Mesures périodiques Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 3 ans par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au dossier de régularisation de mai 2012, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.
Constats : Lors de l'inspection du 14 juin 2024, un manquement a été constaté concernant le suivi de l'impact acoustique, aucune mesure n'ayant été réalisée depuis 2018 malgré l'implantation du site en zone urbaine. L'exploitant a depuis régularisé sa situation en transmettant un rapport d'essais daté du 22/10/24, les délais de transmission à l'administration ont été respectés (6 mois). Les mesures, effectuées sur les périodes diurnes et nocturnes des 18 et 19 septembre 2024, concluent au respect des niveaux sonores réglementaires en limites de propriété, des émergences en Zones à Émergence Réglementée (ZER) ainsi qu'à l'absence de tonalités marquées. Au vu de ces éléments, la non-conformité est considérée comme soldée. Néanmoins, l'inspection rappelle que l'exploitant doit adopter une posture proactive dans la maîtrise de ses impacts. Il lui appartient de ne plus conditionner le respect de ses obligations environnementales aux interventions de l'inspection, mais de mettre en œuvre une politique de suivi rigoureuse et autonome, garantissant la maîtrise permanente des nuisances générées par son activité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites - demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en œuvre une autosurveillance des rejets atmosphériques dans les conditions définies ci-après ; les paramètres qui ne sont pas détectés dans la première analyse annuelle sont supprimées du programme de surveillance.</p> <p>Rejets n°1 et 2 reprise de l'article 4.2.2 du présent arrêté.</p> CF TABLEAU
Constats : <p>Lors des précédents contrôles, l'inspection avait demandé à l'exploitant soit de justifier l'absence de certains polluants dans ses programmes de mesure, soit de réaliser une campagne complémentaire pour les paramètres manquants. L'exploitant a transmis un rapport d'analyses daté du 12/02/2025 intégrant ces paramètres complémentaires. L'examen de ce document appelle les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Limites techniques : Le laboratoire souligne que la configuration technique des cheminées (sections de mesure non conformes) ne permet pas de garantir une conformité « normative » des résultats, bien que les flux mesurés restent sous les seuils de l'arrêté préfectoral. Le rapport souligne plusieurs défauts structurels pour les deux laveurs : nombre d'axes de mesure insuffisant, absence de trappes normalisées, longueurs droites amont non conformes. Tant que ces aménagements ne sont pas réalisés, le laboratoire ne peut que fournir des résultats "hors cadre réglementaire". Sans mesures normées, la valeur des contrôles n'est pas garantie.• Le rapport présente les résultats des mesures des polluants suivants pour les deux laveurs :<ul style="list-style-type: none">◦ Ammoniac (NH₃),◦ Nickel (Ni),◦ Acide Fluorhydrique (HF),◦ Cyanures totaux COV• Conformité des résultats :<ul style="list-style-type: none">◦ Pour le laveur 1, l'inspection constate que tous les paramètres mesurés sont conformes aux seuils réglementaires. Cependant, une vigilance particulière est nécessaire sur l'Acide Fluorhydrique (HF) dont la moyenne (1,9 mg/Nm³) est extrêmement proche de la limite (2 mg/Nm³).◦ Pour le laveur n°2, les mesures sont globalement conformes aux Valeurs Limites d'Émission (VLE), à l'exception d'un paramètre ; l'acide Fluorhydrique (HF) de concentration moyenne de 3,0 mg/Nm³ pour une VLE fixée à 2 mg/Nm³ dans l'arrêté préfectoral. Bien que ce résultat soit rendu hors accréditation COFRAC en raison de la configuration inadaptée de la cheminée, le rejet dépasse la limite réglementaire de 50 %.• Exploitation des données : L'inspection note que le rapport a été transmis sans aucune analyse critique ni interprétation de la part de l'exploitant. En l'état, les conclusions du laboratoire restent peu explicites et ne sont pas accompagnées d'un plan d'action concernant le dépassement ponctuel ou les difficultés techniques de mesure. <p>Il appartient à l'exploitant de ne pas se limiter à une simple transmission documentaire, mais de piloter la conformité des rejets par une analyse critique de vos résultats.</p>

Demande 1 : réagir aux écarts

Transmettre un plan d'actions correctives afin de mettre en conformité les rejets du paramètre HF sur le laveur 2, accompagné d'un échéancier. Il devra prévoir de lever les anomalies techniques identifiées et de mettre en conformité les cheminées .

Demande 2 : procéder aux aménagements techniques nécessaires à la mise en conformité des cheminées (accès, brides, longueurs droites) pour lever les réserves du laboratoire et permettre des contrôles sous accréditation COFRAC dès la prochaine campagne.

Observations

Interpréter les prochains résultats, la simple transmission des rapports bruts ne suffit pas. Prévoir de joindre une note de synthèse comparant les résultats aux VLE de l'arrêté préfectoral ainsi qu'un plan d'action le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Surveillance des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.2.5 et 10.3.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites - Demande d'action corrective et de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : ARTICLE 10.2.5. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES, DE L'AIR INTÉRIEUR ET DES GAZ DU SOL <p>L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des gaz du sol, de l'air intérieur, et des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article. La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 4 piézomètres (soit un piézomètre supplémentaire à implanter) dont deux d'entre eux, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site; Les forages seront réalisés dans les règles de l'art, conformément aux normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.</p> <p>Le nombre de points de mesure, d'échantillons et la fréquence de mesure devront être proportionnés aux enjeux, à l'ampleur des impacts et devront permettre d'appréhender l'ampleur des variations des teneurs dans le temps en ce qui concerne les milieux eau (4 fois par an en périodes de hautes eaux et de basses eaux), gaz du sol (1 fois par an) et air intérieur (sous un mois après notification du présent arrêté).</p> ARTICLE 10.3.1.6 <p>Dans tous les cas, une autosurveillance des sols et des eaux souterraines devra être assurée tous les 10 ans pour les premiers, tous les 5 ans pour les secondes.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 14 juin 2024, il a été demandé à l'exploitant de réaliser sous un délai de 3 mois :</p> <ol style="list-style-type: none">1. <u>la complétude du réseau piézométrique et des campagnes d'analyses des eaux souterraines,</u> <p>L'exploitant n'a pas respecté le délai de 3 mois prescrit le 14/06/2024 pour la transmission des études des eaux souterraines. Les rapports des deux premières campagnes (mai et octobre 2025) n'ont été remis en main propre que lors de la visite du 04/02/2026, malgré des résultats établissant une pollution avérée :</p> <ul style="list-style-type: none">• Campagne n°1 : Prélèvements du 21/05/2025 (période de hautes eaux).• Campagne n°2 : Prélèvements du 01/10/2025 (période de basses eaux). <p><u>Une troisième campagne de prélèvement a été menée le 11/02/2026. L'exploitant a transmis les résultats par courriel le 11/03/2026. Le rapport est à l'étude.</u></p> Résumé des résultats des 2 premières campagnes de mesures : <p>L'interprétation des données par le bureau d'études distingue deux sources :</p> <ul style="list-style-type: none">• COHV : Présents sur tout le site, origine potentiellement amont.• Chrome, Chrome VI et Cyanures : présent en aval hydraulique du site. Le bureau d'études conclut à une origine liée à l'activité de l'installation. En période de hautes eaux :<ul style="list-style-type: none">◦ Chrome total : Jusqu'à 33 700 µg/l (Pz1).◦ Cyanures : Jusqu'à 1120 µg/l (Pz2). <p>Ces concentrations sont très supérieures aux limites de qualités des eaux brutes fixées par l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 (respectivement 25 µg/l et 50 µg/l).</p>

Interrogé sur l'origine de ces substances et sur l'intégrité des dispositifs de prévention, l'exploitant indique :

- être interpellé par les niveaux de concentration mais ne pas pouvoir les expliquer,
- qu'aucune défaillance des rétentions ou de la dalle n'a été constatée,
- qu'aucun déversement accidentel n'a été déclaré durant les années d'exploitation,
- que selon lui, son activité n'est pas susceptible d'avoir engendré cette pollution.

Il suggère une pollution générée par des sites de traitement de surface en amont de son installation.

L'inspection explique que la baisse des concentrations notée entre les deux campagnes est corrélée à la fluctuation saisonnière de la nappe (passage hautes/basses eaux).

La méthodologie employée pour les deux campagnes de prélèvement repose sur des référentiels normatifs : NF EN ISO 5667-3 pour la conservation et manipulation des échantillons et NF X 31-620 pour les analyses. L'ordre de prélèvement s'est effectué de l'amont vers l'aval pour prévenir toute contamination croisée entre les ouvrages. La difficulté liée à l'assèchement rapide sur les piézomètres Pz1 et Pz2 (prélèvement au bailer) ne saurait remettre en cause l'ampleur des impacts constatés et les concentrations en chrome et cyanure se situent bien au-delà des marges d'incertitude.

L'erreur de sens d'écoulement est techniquement exclue : la répartition des polluants valide la piézométrie. Le chrome et les cyanures (spécifiques à l'activité) marquent exclusivement l'aval (Pz1, Pz2, Pz30). Leur absence totale en amont (Pz9, Pz19) confirme physiquement la trajectoire de la nappe.

2. des mesures de l'air intérieur et des gaz du sol.

L'exploitant indique qu'il n'a pas été mené d'étude à ces sujets.

Il est rappelé que l'inspection du 14/06/2024 prescrivait la fourniture de plusieurs études sous un délai de 3 mois. L'exploitant n'a transmis les rapports d'analyse des eaux souterraines (campagnes de mai et octobre 2025) qu'en séance le 04/02/2026. À ce jour, les mesures de gaz du sol et d'air intérieur n'ont toujours pas été produites, malgré l'échéance dépassée de plus de 18 mois.

Demande 3 : Prévoir la poursuite de la surveillance : Au regard des concentrations en Chrome (Pz1 : 33 700 µg/l), la fréquence de surveillance trimestrielle doit être maintenue .

Demande 4 : Recherche de source : Le sens d'écoulement étant validé (pollution localisée exclusivement en aval de l'activité), proposer une stratégie d'investigations (étude historique, analyses de sols....) afin d'identifier la source de pollution à l'origine de l'impact des eaux souterraines.

Demande 5 : Contrôle d'intégrité : Une inspection détaillée des dispositifs de rétention et des réseaux de collecte des effluents doit être réalisée pour identifier toute fuite active ou historique.

Demande 6 : Mesures de l'air intérieur et des gaz du sol : Cette étude est à planifier. L'exploitant doit justifier la commande de ces mesures sous un mois.

En l'absence de réalisation des actions correctives nécessaires selon les délais demandés et en particulier pour ce qui concerne les mesures de l'air intérieur et des gaz du sol il sera proposé à madame la préfète de la Loire de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code l'environnement (mise en demeure).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Sites et sols pollués

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites - demande de justificatif d'action corrective à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>Interprétation de l'état des milieux hors site et plan de gestion.</p> <p>Une interprétation de l'état des milieux (IEM) hors site, et un plan de gestion permettant de rendre les milieux compatibles avec les usages, seront établis dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Pour répondre aux exigences réglementaires et assurer la sécurité sanitaire, les mesures suivantes sont indispensables :</p> <ul style="list-style-type: none">• Gaz du sol : Nécessaires pour évaluer la présence de sources de pollution concentrées sous la dalle (liées aux COHV).• Air intérieur : Obligatoires pour vérifier l'absence d'inhalation de vapeurs toxiques par les salariés (transfert de pollution depuis le sol vers les ateliers).• Investigations de sol : Conformément aux recommandations du propre bureau d'études de l'exploitant, des sondages sous la dalle sont requis pour identifier l'origine physique de la pollution au Chrome (fuite historique ou active). <p>L'examen de l'ERS de 2023 révèle une insuffisance méthodologique car l'exploitant a écarté la nécessité d'une démarche d'IEM en s'appuyant uniquement sur les résultats favorables du compartiment "air". Cette approche est incomplète : elle occulte les eaux souterraines, qui constituent pourtant le principal vecteur de transfert pour le chrome, les cyanures et les COHV sur ce site. L'étude actuelle ne permet absolument pas de conclure à l'innocuité du site pour les populations riveraines ou les usages situés en aval hydraulique. Ainsi, en l'état, la garantie d'un milieu sain et compatible avec les usages n'est pas apportée.</p>
Demande 7 : Mise à jour de l'IEM <p>L'exploitant doit produire une Interprétation de l'État des Milieux (IEM). Après avoir réalisé les études (cf constat précédent), intégrer les résultats gaz du sol et air intérieur. Celle-ci ne pourra plus se limiter au seul compartiment "air" mais devra intégrer le schéma conceptuel complet : sources identifiées, transfert via la nappe phréatique et exposition des cibles en aval.</p>
Demande 8 : Plan de gestion <p>A l'issue de la mise à jour de l'IEM), l'exploitant devra présenter un plan de gestion détaillant les mesures de traitement de la pollution à mettre en œuvre, notamment du fait de l'impact constaté en Cr et Cn sur les eaux souterraines, et en fonction des résultats des investigations complémentaires menées dans le cadre de l'IEM.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : <ul style="list-style-type: none">- IEM 3 mois- Plan de gestion 6 mois